

Savoir à temps ce qui menace nos cultures et pouvoir les protéger

Les crues de Février 2014 à Bujumbura ont été les plus fortes depuis 30 ans, ont coûté de nombreuses vies, et ont empiré une situation alimentaire déjà précaire. Cette catastrophe démontre l'urgence de mettre en place des systèmes d'information et d'alerte rapide pour les producteurs et commerçants agricoles, tel que proposé l'année dernière par le Ministère de l'Agriculture. Une campagne menée par ADIR et CUTS International appelle à des mesures concrètes pour sa mise en place.

Les récentes catastrophes climatiques qui sont tombées sur les populations et leurs biens dans la nuit du 9 au 10 Février 2014 ont causé de graves dégâts dans la ville de Bujumbura et sur les collines qui surplombent la capitale. Des pluies diluviennes ont développé des crues dans toutes les rivières qui traversent la zone Nord de la ville, arrachant des arbres et des rocs qui sont venus s'abattre sur des maisons qui n'ont pu résister. Des dizaines de morts et de disparus ont été recensés, sans compter des pertes matérielles incalculables. Les services météorologiques annoncent que de telles averses n'étaient pas tombées depuis trente ans. On peut cependant se demander pourquoi, à l'époque, les pertes en vies humaines et dégâts matériels n'avaient pas été aussi désastreux.

← EN BREF

» Les crues de Février 2014 à Bujumbura ont été les plus fortes depuis 30 ans, ont coûté de nombreuses vies, et ont empiré une situation alimentaire déjà précaire.

» Environ 15 à 20% de la population (45% dans certaines régions) étaient en situation de vulnérabilité alimentaire aigue en 2011.

» Entre 2005 et 2011, l'indice du panier de la ménagère a augmenté de 15 000 Fbu (environ 15 USD) à 45 000 Fbu (environ 45 USD)

» En Septembre 2013, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a proposé que l'IGEBU puisse informer les agriculteurs sur la situation climatique par un programme quotidien d'information sur le climat.



Les récentes catastrophes climatiques dans la capitale ont causé de graves dégâts et empiré la situation alimentaire.

Les effets des changements climatiques se manifestent aussi de façon violente dans les autres localités à l'intérieur du pays. De la grêle et des vents très forts ont décimé des cultures, alors que les crues des rivières ont démolé des ponts sur les routes, des poteaux électriques, des câbles des télécommunications et beaucoup d'autres infrastructures économiques.

Une menace réelle d'insécurité alimentaire

Au Burundi, plus de 90% de la population dépend de l'agriculture pour sa survie et les cultures les plus importantes sont le haricot, le manioc, le maïs, la banane, la pomme de terre et le riz. Les catastrophes

climatiques devenues récurrentes ralentissent l'augmentation de la productivité agricole, et exacerbent la situation d'insécurité alimentaire.

Les Action alert de CUTS attirent l'attention du public et appellent à l'action sur les questions clés du commerce et du développement. Les lecteurs sont encouragés à citer, reproduire et distribuer ce document à des fins de plaidoyer.

CUTS International, Geneva

37-39, Rue de Vermont

1202 Geneva, Switzerland

Tel: +41.22.734.6080 |

Fax: +41.22.734.3914

Email: geneva@cuts.org

Web: www.cuts-geneva.org

En collaboration avec Action
Développement et Intégration
Régionale (ADIR)



Cette Action alert est produit par CUTS International et Action Développement et Intégration Régionale (ADIR) dans le cadre du projet "Promotion des liens entre Agriculture, Climat et Commerce dans la CAE" (PACT EAC).

Plus sur: www.cuts-geneva.org/pactec

Les catastrophes climatiques sont aggravées par l'exiguïté des terres agricoles face à une forte pression démographique. La situation devient plus alarmante avec le récent retour de près d'un demi-million de réfugiés dans une situation de pauvreté criante. Cette situation risque de provoquer des conflits sociaux sur les terres et se trouve à la base de l'insécurité alimentaire chronique au sein de ces groupes. A cela s'ajoute la pauvreté du monde rural où l'agriculture vivrière prévaut, et où l'investissement privé manque cruellement.

Le manque d'une stratégie globale de génération des revenus a fait qu'environ 15 à 20% de la population (45% dans certaines régions) soit classée dans une phase de vulnérabilité aigüe en 2011.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché a également eu un impact sur l'accès à la nourriture. En effet, entre 2005 et 2011, l'indice du panier de la ménagère (le montant dont une famille de 5 personnes a besoin pour satisfaire ses besoins alimentaires pendant une semaine) a augmenté de 15 000 Fbu (environ 15 USD) à 45 000 Fbu (environ 45 USD). D'autres facteurs comme les prix élevés du carburant aggravent la situation d'insécurité alimentaire au Burundi. Entre Février 2010 et Février 2011, les prix du carburant ont triplé, tirant les prix des denrées alimentaires vers le haut.

Parallèlement, il existe un manque d'information relative aux marchés agricoles et au réseau commercial. Dans les régions où la saison a été productive, les produits agricoles ne trouvent pas de marché d'écoulement et sont vendus à des prix dérisoires. En outre, la faible diversification des sources de revenus fait que la majorité des agriculteurs burundais sont vulnérables aux chocs externes et vivent dans une dépendance continue à l'assistance humanitaire.

Prévenir les agriculteurs face aux aléas du climat

Au début du mois de Septembre 2013, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a proposé que l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) au Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme puisse informer les agriculteurs sur la situation climatique. Pour cela, l'IGEBU pourrait mettre en place un programme quotidien d'information sur le climat du pays destiné à un large public. Ainsi les agriculteurs et les autres services pourraient prendre leurs dispositions en conséquence.

Les ONG Action Développement et Intégration Régionale (ADIR) et CUTS International, qui ont publié un rapport en 2013 intitulé "Climat, Nourriture, Commerce: Où Sont les Liens Politiques?", ont accueilli favorablement cette proposition et appellent à sa mise en place par des mesures précises, ciblées et coordonnées entre les Ministères directement concernés. Les deux institutions mènent actuellement une campagne de plaidoyer pour la mise en place des mesures

suivantes:

- 1 Mise en place d'un système agricole tenant compte des aléas climatiques, une diffusion régulière d'un calendrier agricole et d'un bulletin météo, une gestion commerciale des denrées alimentaires, et une politique flexible du commerce des produits vivriers sur les frontières.
- 2 Relayer les informations entre les deux Ministères, celui de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, et celui de l'Agriculture, et de l'Elevage d'une part, ainsi que les médias d'autre part.
- 3 Mise en place d'un mécanisme de surveillance de la sécurité alimentaire et de la variabilité des saisons pour s'adapter aux effets du changement climatique et atténuer les risques de catastrophe climatique.
- 4 Aborder le problème de montée des prix des produits de première nécessité au Burundi pour assurer la sécurité alimentaire et permettre l'accès à des niveaux adéquats d'alimentation pour une grande partie de la population souffrant de la malnutrition chronique.

RESSOURCES UTILES



CUTS, 2013. "Climat, Nourriture, Commerce: Où sont les Liens Politiques?"

Cette étude sur le Burundi suggère que le changement climatique pourrait être la plus grande menace pour la sécurité alimentaire du pays. Le commerce au Burundi est très concentré sur quelques produits agricoles soumis à des risques internes et externes. L'étude recommande en outre la création d'un comité technique permanent de superviser le suivi et la planification des projets liés à la sécurité des denrées alimentaires au Burundi. ► <http://bit.ly/15BPbZE>



FAO, 2012. Analyse des mesures d'atténuation appropriées potentielles au Burundi

Ce guide produit par la FAO adopte un processus standardisé et impulsé par le pays pour identifier une liste de NAMA prioritaires qui répondent aux besoins spécifiques du Burundi, s'alignent sur les orientations politiques en cours et sont réalisables.

► <http://bit.ly/1f1noBp>



Institut Géographique du Burundi (IGEBU)

Bujumbura, Gitega Burundi, Boîte Postale 331

Email: info@igebu.gov.bi

Tél: +257 40 2625 ; Fax: +257 40 2625

Web: igebu.gov.bi